



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du - 2 MAI 2022**

portant modification de l'autorisation environnementale d'exploiter délivrée le 27 septembre 2017

**Société CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN - carrière de L'Épine Fort 56490 MÉNÉAC**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code minier ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

**VU** le décret n° 2002-89 du 19 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

**VU** le décret du 19 mai 2021 nommant M. Joël MATHURIN, préfet du Morbihan ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** le schéma régional des carrières approuvé le 30 janvier 2020 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017 autorisant l'exploitation de la carrière de L'Épine Fort située dans la commune de MÉNÉAC ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance reçu le 13 septembre 2021, présenté par la société CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN, dont le siège social est situé à Saint Lubin 22210 PLEMET, de demande de modification de l'emprise des voies de contournement de la carrière de L'Épine Fort, située dans la commune de MÉNÉAC, et de réajustement du périmètre autorisé sans aucune modification des activités autorisées ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 6 avril 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 14 avril 2022, dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** la réponse de l'exploitant par courriel du 19 avril 2022 ;

**Considérant** que la modification du tracé des voies de contournement, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que la modification des tracés a reçu un avis favorable de la mairie de Ménéac ;

**Considérant** que cette modification n'est pas de nature à modifier la situation administrative de l'établissement, ni ses conditions d'exploitation ;

**Considérant** que la modification du tracé n'induit pas de nuisances supplémentaires pour l'environnement ;

**Considérant** que les nouveaux tracés permettent l'amélioration de la sécurité publique du fait de l'atténuation des sinuosités des routes ;

**Considérant** que le nouveau tracé modifie à la marge le périmètre d'exploitation en le réduisant ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017, autorisant l'exploitation de la carrière de l'Epine Fort dans la commune de MENEAC, est remplacé comme suit :

L'emprise de l'établissement sur lesquels exerceront les activités porte sur les parcelles reprises dans le tableau ci-après pour une superficie de 659 299 m<sup>2</sup>.

Parcelle				Surface du périmètre autorisé (Arrêté 27/09/2017)	Surface modifiée (PAC de Sept 2021)	Surface totale (Sept 2021)	Propriétaire
Commune	Section	n° de parcelle	Surface des parcelles	(m²)	(m²)	(m²)	
Arrêté Carrière 27/09/2017				(m²)	(m²)	(m²)	
Ménéac	ZH	1 pour partie	6 980	6 780	0	6 780	SAS STL
	ZH	2 pour partie	205	130	0	130	SAS STL
	ZH	15	3 850	3 850	0	3 850	SAS STL
	ZH	21	10 480	10 480	0	10 480	SAS STL
	ZH	22 pour partie	6 600	4 585	0	4 585	SAS STL & SCI AGL
	ZH	141	1 920	1 920	0	1 920	SAS STL
	ZH	142	36 680	36 680	0	36 680	SAS STL
	ZH	153 pour partie	38 707	28 290	-5 11	27 779	SAS STL & SCI AGL
	ZH	167	18 723	18 723	0	18 723	SAS STL
	ZH	168 pour partie	85 216	17 960	0	17 960	SCI AGL
	ZH	169 pour partie	271	230	0	230	SAS STL
	ZH	170	849	849	0	849	SAS STL & SCI AGL
	ZH	171	73	73	0	73	SAS STL
	ZH	172	2 327	2 327	0	2 327	SAS STL & SCI AGL
	ZH	174	23 763	23 763	0	23 763	SAS STL & SCI AGL
	ZH	202 pour partie	45 840	-	-	-	SAS STL
	ZH	202 ex-16 pp	-	12 245	-2 303	9 942	-
	ZH	202 ex-17 pp	-	5 880	-373	5 507	-
	ZH	202 ex-18 pp	-	7 170	-453	6 717	-
	ZH	202 ex-19 pp	-	3 610	-74	3 536	-
	ZI	5	174 730	174 730	0	174 730	SCI AGL
	ZI	6 pour partie	24 000	21 948	710	22 658	SAS STL
	ZI	7 pour partie	55 960	23 610	0	23 610	SAS STL
	ZI	14 pour partie	41 320	2 940	0	2 940	SAS STL
	ZI	46 pour partie	84 298	51 489	-2078	49 411	SAS STL
	ZI	48 pour partie	102 319	49 750	0	49 750	SAS STL
	ZW	11 pour partie	18 500	16 500	-225	16 275	SAS STL & SCI AGL
	ZW	12 pour partie	15 080	8 910	-637	8 253	SAS STL & SCI AGL
	ZW	104 pour partie	15 000	11 410	-1 740	9 670	SAS STL & SCI AGL
	ZW	112	155	155	0	155	SAS STL
	ZW	113	1 000	1 000	0	1 000	SAS STL
	ZW	114	215	215	0	215	SAS STL
	ZW	115	285	285	0	285	SAS STL
	ZW	117	48 800	48 800	0	48 800	SCI AGL
	ZW	145	25 190	25 190	0	25 190	SAS STL & SCI AGL
	ZW	146 pour partie	6 560	5 866	-963	4 903	SAS STL
	ZW	151	1 293	1 293	0	1 293	SAS STL
	ZW	152	9 947	9 947	0	9 947	SAS STL & SCI AGL
	ZW	189 pour partie	16 736	5 300	-167	5 133	SAS STL
Voies communales intégrées dans le périmètre autorisé :							
Portion de la voie communale n°7 (repère de l'AP2017 : n°5)				9 761	0	9 761	commune
Portion du chemin rural de la Vile Jehan (repère de l'AP2017 : n°11)				2 387	0	2 387	commune
Chemin d'exploitation reliant Vile Jehan au Menhir de Cambiot (repère de l'AP2017 : n°9)				2 603	0	2 603	commune
Portion du chemin rural entre l'île Bosson d'en haut et la VC7 (repère de l'AP2017 : n°7)				10 26	0	10 26	commune
Portion du chemin rural reliant la Bossette Bazin à la VC7 (repère de l'AP2017 : n°10)				805	0	805	commune
Portion du chemin rural de launay Tenoux (repère de l'AP2017 : n°6)				4 163	0	4 163	commune
Portion du chemin rural reliant Cambiot à la VC7 (repère de l'AP2017 : n°8)				2 895	-140	2 455	commune
<b>TOTAL</b>				<b>668 573</b>	<b>- 9 274</b>	<b>659 299</b>	

## **ARTICLE 2**

L'article 4.5 - déplacement des voies communales et chemins communaux, de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017, autorisant l'exploitation de la carrière de l'Épine Fort dans la commune de MENEAC, est remplacé comme suit :

Le plan de contournement figurant dans l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017 est remplacé par le plan de contournement annexé au présent arrêté.

## **ARTICLE 3**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 27 septembre 2017 reste applicable pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière de l'Épine Fort par la société CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN.

## **ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **RECOURS CONTENTIEUX**

#### **Article L.181-17 du code de l'environnement**

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L.181-9 et les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

#### **Article R.181-50 du code de l'environnement**

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

#### **Article R.181-51 du code de l'environnement**

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

### **RECLAMATION**

#### **Article R.181-52 du code de l'environnement**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

## **ARTICLE 5 – PUBLICITE ET INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Ménéac et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de MENEAC pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire précité et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

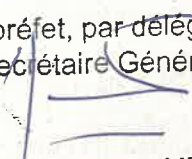
## **ARTICLE 6 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (inspection des installations classées pour la protection de l'environnement), et le maire de MENEAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **-2 MAI 2022**

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme la sous-préfète de Pontivy
- M. le maire de Ménéac
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Unité départementale du Morbihan – 34 rue Jules Legrand – 56100 Lorient
- M. le directeur de la société CARRIÈRES DE SAINT-LUBIN - Saint Lubin 22210 PLEMET



